

PAR COURRIEL

Québec, le 27 mai 2020

Monsieur

Objet : Demande d'accès à l'information
N/Réf. : 0101-402

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue le 25 mai 2020 par laquelle vous désirez obtenir le bail et tous les documents associés liant la Société des établissements de plein air du Québec (PNMO) et Corporation Ski & Golf Mont-Orford.

La Société des établissements de plein air du Québec n'est pas liée par bail avec Corporation Ski & Golf Mont-Orford pour l'exploitation des activités de ski alpin et de golf au Mont-Orford. Toute entente à ce sujet, le cas échéant, est administrée par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Nous ne détenons donc pas les documents demandés.

Nous vous invitons à présenter une demande d'accès à l'information directement à ce ministère. Le responsable de l'accès aux documents de ce ministère est monsieur Démosthène Blasi et vous pouvez le contacter aux coordonnées suivantes :

M. Démosthène Blasi
Responsable de l'accès à l'information
Direction du bureau du sous-ministre et du secrétariat
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
5700, 4e Avenue Ouest, A 413
Québec (Québec) G1H 6R1
Télécopieur : 418 634-3352
Courriel : acces.information@mffp.gouv.qc.ca

Considérant que votre demande a été traitée conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nous vous rappelons que vous pouvez demander la révision de la présente décision à la Commission d'accès à l'information, sur demande faite dans les trente (30) jours de la date de la présente décision, en vous conformant aux articles 135 et suivants de la loi précitée. À cette fin, un avis de recours est joint à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La vice-présidente – Affaires corporatives et secrétaire générale,

Original signé

Nelly Rodrigue, avocate, ASC

p. j. Avis de recours

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télé : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél : (514) 873-4196
Télé : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.